



Cultures & Conflits

13-14 | printemps-été 1994
Disparitions

Annexe



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/187>

DOI : 10.4000/conflits.187

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 15 mai 1994

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

, « Annexe », *Cultures & Conflits* [En ligne], 13-14 | printemps-été 1994, mis en ligne le , consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/187> ; DOI : 10.4000/conflits.187

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

Creative Commons License

Annexe

Les chiffres des disparitions : enjeu de transactions Les disparitions ne se laissent pas saisir à travers un appareil statistique qui en ferait le relevé objectif car les disparitions sont des données construites. Elles ont une histoire, elles s'inscrivent dans une chronologie. La phase : "disparitions/exécution/emprisonnement" courte dans sa version crise, Chili 73/76, Argentine 76/80, moins bien scandée dans sa version "péri-guerrière", Guatemala 79/86, précède inévitablement une seconde phase, détention/libération ou explication, mais entre les deux l'intervalle peut être considérable. Le cas marocain où certains disparus ont été emprisonnés plus de trente ans est là pour nous le rappeler. Comparer l'aval avec l'amont montre des glissements. Les rôles sont distribués différemment. Les anciens bourreaux ont souvent perdu leur position dominante dans l'appareil d'Etat, prosaïquement parce qu'ils sont devenus vieux ou plus fondamentalement parce que les dictatures s'achèvent aussi. En regard, le camp des droits de l'homme s'est étoffé. A travers des missions d'enquête sur le terrain, les commissions spécialisées de l'ONU, Amnesty International et diverses ONG, sont devenues de véritables acteurs qui relaient puissamment les initiatives individuelles, ou collectives, locales. Même les gouvernements les plus fermés en tiennent compte. L'initiative a changé de camp et les anciens bourreaux sont quelquefois obligés de se battre pour éviter des procès. De ce point de vue, la campagne d'Amnesty contre l'impunité des tortionnaires de tout niveau frappe à un point sensible et correspond probablement à l'émergence d'une nouvelle sensibilité dans les relations internationales dans laquelle l'ouverture des dossiers du KGB ou de la STASI a probablement joué un rôle très important. Dès lors les chiffres changent. Il est difficile de maintenir l'invisibilité des corps. Les charniers sont découverts et filmés. Les prisons sont ouvertes et les survivants parlent. Ces nouvelles données du problème des disparitions rendent sa gestion assez complexe pour les gouvernements. Laissons de côté momentanément les cas où les disparitions continuent comme en Asie ou en Afrique¹, pour n'envisager que ceux où il y a eu fossilisation de ces pratiques. Un examen rapide des politiques de liquidation des séquelles des disparitions montrerait des nuances. Incontestablement la marge de manoeuvre des autorités varie selon qu'il y a eu continuité de la gestion policière comme

au Maroc, ou à l'inverse, changement de régime comme en Amérique latine car le renouvellement des équipes allège les contraintes psychologiques. L'essentiel réside cependant dans les traits communs que prend cette situation. Les nouveaux régimes conservent de fortes adhérences avec ceux qu'ils remplacent malgré les spécificités historiques du passage de témoin : retraite négociée et étalée dans le temps du régime Pinochet, compromis a posteriori devant les menaces de coup d'Etat en Argentine, ou continuité institutionnelle comme au Maroc. Le pouvoir négocie avec les tortionnaires et fait voter des lois d'amnistie pour protéger les coupables, ce qui suscite des protestations de la part des acteurs humanitaires et des victimes, mais en même temps il réinstalle le multipartisme, favorise les pratiques démocratiques et relâche la censure. Cette attitude peut être analysée en terme d'hésitations à trancher en faveur des droits de l'homme, ou de mauvaise foi, ce qui conduit à en dénoncer les sinuosités ². Une deuxième explication est possible qui en fait une vraie politique de gestion des statistiques et d'acceptation de l'invisible où la symbolique du travail de deuil l'emporte sur la froide comptabilité historique. Le gouvernement est l'organisme qui assure l'exercice concret et continu du pouvoir, donc son héritage, celui qui régule les forces sociales et les partis. Il joue un rôle à la fois à l'égard des victimes ou des acteurs humanitaires, mais également à l'égard des acteurs policiers. Pouvoir de tous, il tire sa force d'une politique de réconciliation nationale qui théoriquement le fait surplomber la société et dépasser les clivages d'opinion. L'acceptation des enquêtes par le pouvoir signifie qu'il lâche un certain nombre de ses agents, fréquemment les plus compromis et les plus extérieurs à l'appareil de l'Etat, mais cette attitude signifie également que l'opposition doit jouer le jeu et rester modérée dans ses mises en causes, qu'elle doit comprendre que des compromis politiques peuvent seuls favoriser l'établissement d'un régime pluraliste défini comme lieu de transactions, permettant la cohabitation de forces sociales et politiques jadis opposées. Parcourir l'ensemble du cycle des disparitions comme nous venons de le faire dans les pages qui précèdent pose la question de son unité et donc de sa réalité statistique. En fin de cycle les disparitions ne sont plus une modalité de la politique coercitive, mais le legs d'un passé douloureux, un problème "objectif" à résoudre dans une perspective qui n'a plus grand chose à voir avec celle qui autrefois les justifiait aux yeux du pouvoir. Au discours ami/ennemi adossé à une situation de "guerre" ou de crise politique succède comme cadre légitimant, un discours politique structuré autour de la démocratie et des droits de l'homme. Même si on continue de parler des disparitions, leur sens a changé, le sort des victimes n'est plus le point aveugle de la répression, mais l'objet concret de transactions politiques. Dès lors les statistiques recensées sont beaucoup plus le reflet de ces transactions internes et de leur évolution en terme de rapport de force qu'un recensement comptable et la liste des disparitions ne saurait constituer un simple échantillon représentatif dont on pourrait inférer le nombre réel de disparus à partir d'un coefficient multiplicateur. Ceci met en défaut tout une sociologie behavioriste prenant comme base de départ de l'analyse des chiffres qu'elle croit "objectifs" parce que légitimés au niveau international par leur re-collection au niveau de l'ONU, alors qu'ils sont issus de marchandages entre acteurs, dont la position relative a changé. Bref l'on ne doit pas oublier les conditions de productions de ces chiffres, avant de les analyser.

Les chiffres de l'ONU En tenant compte de ces réserves nous publions ici, les statistiques tirées du rapport annuel du groupe de travail sur les disparitions forcées et involontaires de la Commission des Droits de l'homme de l'ONU³ établies à partir des milliers d'informations communiquées par des ONG, des associations de parents de personnes disparues, des particuliers⁴... La philosophie qui préside au travail du groupe est simple, il

ne retient que les cas indubitables de disparition pour demander des explications aux gouvernements concernés. En 1992, 10.000 nouveaux cas lui ont été soumis concernant 36 pays, contre 12.000 l'année précédente ! Cumulés, les cas de disparitions retenus par le groupe de travail depuis sa création en 1984 approchent les 30.000. Le chiffre ne laisse pas d'impressionner, bien qu'il soit probablement inférieur à la réalité ; il est cependant sans commune mesure avec celui de la mortalité pour cause politique ou celui des réfugiés. La liste du rapport 1993 comprend 58 pays contre 47 l'année précédente. L'absence de pays comme la Somalie ou le Liberia signifie sans doute que les informations manquent ou que la notion de disparition n'est pas isolable clairement des autres formes de violence politique. On peut dire la même chose de pays apparaissant dans la liste avec des chiffres nuls ou faibles qui n'ont probablement pas grand chose à voir avec la réalité. Au Myanmar aucun cas n'est signalé en 1992 et il restait, selon le groupe, deux cas portés à la connaissance du gouvernement dont un a été élucidé à la suite de renseignements dudit gouvernement. En revanche le rapport signale qu'il a reçu des renseignements émanant principalement d'Amnesty International, d'Asia Watch, du Lawyers Committee for Human Rights dénonçant de nombreux cas de disparitions, mais ajoute que la fermeture du pays empêche de mener une enquête permettant de transformer ces allégations générales en cas précis. En Haïti seulement 5 cas sont signalés en 1992, alors que les violations des droits de l'homme se multiplient depuis le coup d'Etat de septembre 1991. Que penser d'autre part de la Chine avec un seul cas signalé pour 1992 et 35 cas en suspens ? Manifestement les chiffres fournis pour ces pays rendent plus compte de l'efficacité du secret et de la difficulté d'amener des preuves que de la réalité du phénomène. Heureusement pour d'autres pays l'absence de disparition en 1992 correspond effectivement à une évolution favorable. En Argentine, au Chili, en Uruguay ou au Maroc la période active des disparitions semble close bien que les séquelles en soient encore présentes à travers de nombreux cas individuels demeurés sans réponse.

Les chiffres d'Amnesty International Les données d'Amnesty international⁵ sur lesquelles nous nous appuyons par ailleurs procèdent d'une définition un peu plus large que celle du groupe puisqu'elles regroupent disparitions et assassinats politiques ce qui aboutit à des chiffres sensiblement plus élevés. Le groupe de l'ONU comme Amnesty international suivent autant que faire ce peu la logique des cas individuels, mais celle-ci a ses limites. Les charniers découverts quelquefois très longtemps après un massacre grâce à des témoignages parcellaires de survivants ou de témoins (en Irak, au Pérou, en Indonésie...) nous font glisser de la répression individuelle à la répression de masse, et du décompte précis à l'estimation globale. Il ne s'agit pas ici d'opposer ces deux acteurs humanitaires dont les activités sont complémentaires, mais de constater que l'enquêteur déchiré entre des logiques différentes, a fait des choix différents : devant les difficultés qu'il y avait à connaître la vérité et devant le flou qui existait sur la frontière séparant les disparitions des assassinats politiques, Amnesty international a élargi le spectre de l'observation, ne séparant pas entre les diverses violations des droits de l'homme, et a complété les cas particuliers issus d'enquêtes individuelles par une évaluation globale des disparitions et des assassinats politiques⁶. Ce changement de registre nous rappelle que bien que leur sérieux ne puisse être mis en doute, les chiffres ne recouvrent pas toujours la même réalité et qu'il faut être très attentif à leur hétérogénéité, car la méthode "étroite" ou la méthode "large" s'inscrivent dans des perspectives différentes. Dans le premier cas, l'observateur prend en compte essentiellement les disparitions liées à la contestation de partis ou d'organisations politiques, ce qui renvoie au dispositif du quadrillage plus qu'à la polarisation guerrière, bref il mesure des séries discrètes plus qu'il n'atteint des

populations accusées massivement de complicité avec un mouvement subversif. La courbe des disparitions est alors la traduction de la politique répressive, elle est liée fortement à des événements politiques : coups d'Etat et changements de régimes, ce qui permet a posteriori de mesurer la durée et l'ampleur d'une vague de disparitions à travers les chiffres comme au Chili ou en Argentine. La seconde méthode considère que les disparitions sont fondamentalement liées aux autres violences dont elles constituent un sous-produit difficilement isolable dans des pays plus ou moins en situation de guerre civile. Les disparitions se trouvent mêlées aux autres formes de violation des droits de l'homme qu'entraînent les opérations militaires : exécutions sommaires, massacres. La courbe des disparitions épouse la courbe générale de la guerre avec des phases de crues puis de reflux qu'on peut expliquer par la violence des affrontements comme on le voit nettement au Salvador ou au Guatemala, ou par des oscillations dans les cas où la guerre est endémique. Ces deux agencements ont des implications sur la méthode de travail et de recensement de l'observateur. On le voit, les statistiques ne font sens que si le rapport aux transactions politiques qui leur ont donné naissance et agencements coercitifs qui déterminent les modalités des disparitions.

* * *

Les graphiques des 16 pays ne sont pas à la même échelle, nous indiquons en dessous de chacun d'entre eux le nombre de disparitions par année⁷ : Malgré la spécificité de la situation de chacun des seize pays ayant plus de 50 disparitions dont nous donnons les courbes ci-après, on peut les classer dans deux catégories en suivant trois critères : l'impossibilité de séparer clairement les disparitions des autres formes de violation des droits de l'Homme dans la description des événements mêmes, l'existence d'une géographie nette des enlèvements, par exemple : Pendjab, Jammu et Cachemire en Inde, Timor oriental et nord Sumatra en Indonésie, région du Quiché au Guatemala, Kurdistan en Irak... Enfin, le nombre total de disparitions. Nous aurons d'un côté l'Argentine, le Chili, le Honduras, l'Iran, le Mexique qui illustrent les formes de disparitions policières, même si elles sont exécutées par les forces armées. De l'autre, la Colombie, le Guatemala, l'Inde, l'Indonésie, l'Irak, le Nicaragua, le Pérou, les Philippines, le Salvador et le Sri Lanka où le contexte de répression militaire domine. Le cas du Liban peut être rattaché à la guerre civile, même si les formes d'enlèvements sont particulières, le Maroc à la répression politique bien que la lutte contre le Polisario en constitue un axe essentiel. Notons que si les chiffres les plus élevés correspondent à ce second contexte (Irak, Sri Lanka), le premier peut également être très meurtrier comme le montre le cas de l'Argentine.

1974 = 8 1975 = 100 1976 = 1387 1977 = 1181 1978 = 322 1979 = 50 1980 = 36 1981 = 13

1974 = 1 1975 = 3 1976 = 3 1977 = 9 1978 = 6 1979 = 23 1980 = 4 1981 = 82 1982 = 75 1983 = 73
1984 = 89 1985 = 82 1986 = 78 1987 = 72 1988 = 97 1989 = 22 1990 = 86 1991 = 23

1975 = 15 1976 = 15 1977 = 36 1978 = 16 1979 = 127 1980 = 463 1981 = 325 1982 = 586 1983 =
479 1984 = 124 1985 = 23 1986 = 66 1987 = 68 1988 = 41 1989 = 51 1990 = 22 1991 = 37

1978 = 34 1979 = 179 1980 = 364 1981 = 377 1982 = 522 1983 = 490 1984 = 424 1985 = 288 1986
= 152 1987 = 64 1988 = 65 1989 = 52 1990 = 77 1991 = 29

1980 = 1 1981 = 62 1982 = 24 1983 = 17 1984 = 32 1985 = 25 1986 = 6 1987 = 10 1988 = 10 1989
= 3 1990 = 4

1978 = 1 1979 = 11 1980 = 3 1983 = 28 1984 = 29 1985 = 2 1986 = 3 1987 = 12 1988 = 20 1989 =
42 1990 = 8 1991 = 27

1977 = 1 1978 = 2 1979 = 37 1980 = 7 1982 = 1 1983 = 22 1984 = 35 1987 = 1 1989 = 5 1990 = 31
1991 = 237

1979 = 2 1980 = 14 1981 = 64 1982 = 48 1983 = 21 1984 = 27 1985 = 20 1986 = 16 1987 = 12 1988
= 79 1989 = 132 1990 = 8 1991 = 10

1974 = 1 1976 = 1 1977 = 1 1978 = 2 1979 = 15 1980 = 343 1981 = 191 1982 = 165 1983 = 2417
1984 = 34 1985 = 22 1986 = 12 1987 = 16 1988 = 7164 1990 = 9 1991 = 544

* Il faut noter que s'il reflète assez exactement la fréquence et la concentration des cas de disparition signalés au Groupe de travail de l'ONU, en ce qui concerne les années 1988 et 1991, le graphique n'est toutefois guère représentatif, en raison du nombre considérable de cas qui n'ont pas encore été portés à l'attention du gouvernement.

1975 = 1 1976 = 5 1979 = 1 1981 = 1 1982 = 181 1983 = 43 1984 = 2 1985 = 11 1987 = 1 1989 = 2

1974 = 42 1975 = 23 1976 = 32 1977 = 50 1978 = 30 1979 = 9 1980 = 6 1981 = 21 1982 = 7 1983 =
7 1984 = 2 1985 = 3 1986 = 1 1987 = 2 1988 = 4 1989 = 1 1990 = 3 1991 = 1

1973 = 14 1974 = 1 1975 = 21 1976 = 78 1977 = 11 1978 = 16 1979 = 8 1980 = 12 1981 = 4 1982 =
7 1983 = 10 1984 = 5 1985 = 3 1986 = 1 1987 = 26 1989 = 2 1990 = 1

1979 = 61 1980 = 19 1981 = 22 1982 = 56 1983 = 42 1984 = 4 1985 = 17 1986 = 4 1987 = 1 1989 = 4
1990 = 2

1982 = 2 1983 = 433 1984 = 416 1985 = 208 1986 = 257 1987 = 134 1988 = 230 1989 = 443 1990 =
261 1991 = 304

1975 = 5 1976 = 6 1977 = 14 1978 = 29 1979 = 42 1980 = 42 1981 = 21 1982 = 15 1983 = 14 1984
= 116 1985 = 64 1986 = 2 1987 = 10 1988 = 56 1989 = 46 1990 = 48 1991 = 12

1980 = 3 1983 = 5 1984 = 144 1985 = 369 1986 = 219 1987 = 136 1988 = 101 1989 = 2876 1990 =
2659 1991 = 150

* Le graphique n'est pas représentatif du nombre de disparitions signalées au Groupe de travail de l'ONU pour 1990 et, en particulier, pour 1991, en raison du nombre considérable de cas qui n'ont pas encore été transmis au gouvernement.

NOTES

1. A Sri Lanka par exemple, ou au Tchad où le gouvernement Idriss Déby après avoir dénoncé les disparitions d'opposants à l'époque d'Hissène Habré reprend les mêmes pratiques.
2. Le cas du Maroc où le roi proclame son désir d'en finir avec le dossier des disparitions, libère des prisonniers, ferme des centres secrets de détention, mais n'agit que sous la pression de l'opposition et continue à cacher une partie du dossier., est particulièrement riche (Voir Annexe Maroc) . La transition encore inachevée au Chili puisque Pinochet restera en place jusqu'en 1997 est un autre exemple riche d'enseignements.
3. Nations Unies Commission des Droits de l'Homme : Rapport du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires . 1993 GE.93-10104/1321R/1698R.

4. Pour le Guatemala renseignements fournis par : Americas Watch, Association centre américaine des Parents des Prisonniers disparus(ACAFADE) Commission centre américaine des Droits de l'Homme, Groupe d'entraide (GAM).
 5. Disparitions et assassinats politiques dans les années 80-90 : la conjuration de la terreur, Amnesty international. Voir l'article de Francis Perrin.
 6. Voir le texte de Francis Perrin.
 7. La différence avec la liste d'Amnesty International donnée dans l'article de Francis Perrin tient au fait qu'il s'agit ici des cas cumulés et non des seuls cas de 1992.
-

AUTEUR